

Art. 3. De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 oktober 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
De Minister-Voorzitter,  
V. FEAUX

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 89 — 2167

14 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignements secondaires inférieurs général, technique, artistique et professionnel)

Nous, Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, telles qu'elles ont été modifiées;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 juillet 1989 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu les lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu la nécessité de prendre sans délai les mesures nécessaires à l'organisation et au fonctionnement du jury de la Communauté française,

Arrêtons :

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Siège du jury

Article 1<sup>er</sup>. Le siège de la première section du jury est situé dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale. Le jury pourra également organiser des examens en dehors de cet arrondissement si les nécessités l'exigent.

Art. 2. Un secrétariat permanent est établi au siège du jury.

### CHAPITRE II. — Fonctionnement du jury

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Le président veille à la régularité des examens et préside les délibérations.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du président, celui-ci est remplacé en premier ordre par un des présidents adjoints et en second ordre par le membre présent le plus âgé.

Art. 4. En cas d'absence du secrétaire du jury, celui-ci est remplacé par le secrétaire adjoint.

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Le jury délibère, à huis clos, sur les résultats des examens des candidats et sur toute question soulevée par le président ou par cinq membres au moins.

§ 2. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 6. § 1<sup>er</sup>. Aucun membre du jury ne peut faire subir l'examen, ni prendre part à la délibération, ni contribuer à quelque décision, lorsque le candidat :

1<sup>o</sup> est son conjoint, un parent ou un allié jusques et y compris le quatrième degré;

2<sup>o</sup> a reçu de ce membre un enseignement sous quelque forme que ce soit.

§ 2. Si le président se trouve dans le cas visé au § 1, il est remplacé par le membre présent le plus âgé.

Art. 7. Les procès-verbaux des séances sont consignés dans un registre. Le procès-verbal de chaque séance est signé par le président, le secrétaire et les membres présents. Les registres des procès-verbaux tiennent lieu de registres des présences.

### CHAPITRE III. — Organisation des examens

#### Section 1. — Sessions d'examens.

Art. 8. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions fixe les dates des sessions annuelles ainsi que leur nombre, avec un maximum de trois.

Art. 9. La première section est chargée de conférer :

1<sup>o</sup> le certificat d'enseignement secondaire inférieur (enseignement secondaire général);

2<sup>o</sup> le certificat d'enseignement secondaire inférieur (enseignement secondaire technique);

3<sup>o</sup> le certificat d'enseignement secondaire inférieur (enseignement secondaire artistique);

4<sup>o</sup> le certificat d'enseignement secondaire inférieur (enseignement secondaire professionnel).

Art. 10. Sont admissibles aux examens de fin d'études secondaires inférieures, tous les candidats sans exception.

## Section 2. — Inscriptions

**Art. 11.** Un appel préalable aux candidats est publié chaque année au *Moniteur belge*. Les périodes d'inscriptions y sont précisées.

**Art. 12. § 1<sup>er</sup>.** Les inscriptions aux examens sont reçues au secrétariat du jury.

§ 2. Les inscriptions par correspondance sont admises. Aucune inscription ne sera reçue en dehors des délais fixés.

**Art. 13.** Les formulaires d'inscription sont fournis sur simple demande adressée soit au secrétariat du jury, soit à la Direction générale de l'Enseignement secondaire.

**Art. 14.** Les droits d'inscription s'élèvent à 300 francs. Ces droits ne sont remboursables en aucun cas. Ils ne peuvent être reportés à une session ultérieure. Ils seront acquittés lors de chaque inscription.

Le paiement doit être effectué au compte de chèque postaux du comptable des recettes de l'Administration.

**Art. 15.** Lors de l'inscription, les candidats fourniront les documents suivants :

- 1<sup>o</sup> un formulaire d'inscription dûment complété, daté et signé;
- 2<sup>o</sup> la preuve de paiement du droit d'inscription;
- 3<sup>o</sup> les programmes certifiés conformes par la direction de l'établissement choisi, uniquement pour les candidats présentant les épreuves visées à l'article 9, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>;
- 4<sup>o</sup> pour les épreuves prévues à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, B et C: la grille-horaire hebdomadaire certifiée conforme de la troisième année de la section ou orientation d'études organisée par l'établissement dont le programme est présenté (enseignement technique ou artistique);
- 5<sup>o</sup> pour les épreuves prévues à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, B et C: la grille-horaire hebdomadaire certifiée conforme de la quatrième année de la section ou orientation d'études organisée par l'établissement dont le programme est présenté (enseignement professionnel);
- 6<sup>o</sup> la participation à une ou aux épreuves prévues aux articles 16 à 18.

## Section 3. — Matière des examens

**Art. 16. § 1<sup>er</sup>.** Pour les candidats présentant le certificat visé à l'article 9, 1<sup>o</sup>, l'examen comprend deux groupes d'épreuves :

A. Premier groupe : cinq branches obligatoires : le français, la mathématique, les sciences naturelles, l'histoire et la géographie.

Ces épreuves sont écrites, à l'exception d'une partie orale pour le français.

B. Deuxième groupe : deux branches à option à choisir parmi : une deuxième langue moderne (néerlandais, anglais, allemand), une troisième langue moderne (néerlandais, anglais, allemand), le latin, le grec, l'économie de l'entreprise et l'éducation sociale.

Les différentes épreuves de langues, modernes ou anciennes, comprennent une partie écrite et une partie orale.

§ 2. Le candidat qui opte pour une troisième langue moderne doit nécessairement choisir une deuxième langue moderne comme première branche à option.

§ 3. Le candidat peut passer les deux groupes d'épreuves en une session unique ou les répartir en deux sessions.

**Art. 17. § 1<sup>er</sup>.** Pour les candidats présentant les certificats visés à l'article 9, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, l'examen comprend trois groupes d'épreuves.

A. Premier groupe : quatre branches obligatoires : le français, la mathématique, l'histoire et la géographie. Ces épreuves sont écrites, à l'exception d'une partie orale pour le français.

B. Deuxième groupe : des épreuves portant sur des matières de cours spécifiques à la troisième année d'une section ou orientation d'études des enseignements secondaires inférieurs techniques ou artistique.

A cette fin, le candidat présente le programme d'une école de son choix, de plein exercice et organisée, subventionnée ou reconnue par la Communauté.

C. Troisième groupe : des épreuves pratiques en rapport avec le programme déposé.

§ 2. Le président détermine, en se basant sur l'ensemble du programme de la troisième année présenté par le candidat, quels cours sont considérés comme spécifiques.

§ 3. Le candidat peut passer les trois groupes de matières de l'examen en une session unique ou les répartir en deux ou trois sessions.

**Art. 18. § 1<sup>er</sup>.** Pour les candidats présentant le certificat visé à l'article 9, 4<sup>o</sup>, l'examen comprend trois groupes d'épreuves :

A. Premier groupe : trois branches obligatoires : le français, l'histoire et la géographie.

Ces épreuves sont écrites, à l'exception d'une partie orale pour le français.

B. Deuxième groupe : des épreuves portant sur des matières de cours spécifiques à la quatrième année d'une section ou orientation d'études de l'enseignement secondaire inférieur professionnel.

A cette fin, le candidat présente le programme d'une école de son choix, de plein exercice et organisée, subventionnée ou reconnue par la Communauté.

C. Troisième groupe : des épreuves pratiques en rapport avec le programme déposé.

§ 2. Le président détermine, en se basant sur l'ensemble du programme de la quatrième année présenté par le candidat, les cours considérés comme spécifiques.

§ 3. Le candidat peut passer les trois groupes d'épreuves en une session unique ou les répartir en deux ou trois sessions.

**Art. 19. § 1<sup>er</sup>.** Pour chacune des branches obligatoires précisées aux articles 16, § 1<sup>er</sup>, A, 17, § 1<sup>er</sup>, A et 18, § 1<sup>er</sup>, A, les candidats sont interrogés sur la matière de la brochure-programme publiée par l'Administration.

§ 2. Cette brochure-programme est également d'application en ce qui concerne la matière des branches à option précisées à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, B.

## Section 4. — Déroulement des examens

**Art. 20. § 1<sup>er</sup>.** Le président ouvre et ferme les sessions, fixe la date des séances, arrête l'ordre des travaux, convoque les membres et les candidats et prend toutes dispositions utiles au déroulement des épreuves.

§ 2. Le président peut déléguer son pouvoir de convocation au secrétaire.

**Art. 21. § 1<sup>er</sup>.** L'ordre de succession des épreuves est imposé. Le candidat doit avoir réussi les épreuves du premier groupe pour participer aux épreuves du second. De même, pour participer aux épreuves du troisième groupe, il doit avoir réussi celles du second.

§ 2. Le candidat est interrogé sur quatre branches par jour au maximum. Le président détermine la durée des interrogations sur chaque matière.

**Art. 22.** La partie écrite d'un examen a lieu simultanément pour tous les candidats inscrits à cet examen. Elle se déroule à huis clos. Le président, le secrétaire ou le secrétaire adjoint assistent à l'ouverture et à la clôture des séances consacrées à la partie écrite.

**Art. 23.** Pour la partie écrite, les candidats utilisent exclusivement le papier fourni par le jury. Le travail écrit ne peut porter aucune indication de nature à faire reconnaître le candidat.

**Art. 24.** Pendant la durée de la partie écrite, les candidats sont constamment surveillés par des membres désignés par le président.

Les candidats ne peuvent avoir aucune communication avec l'extérieur ni entre eux.

**Art. 25.** Le président détermine les moyens (dictionnaires, ouvrages de référence, ...) que les candidats peuvent utiliser. L'utilisation de tout autre ouvrage écrit ou notes est interdite.

**Art. 26.** Le candidat convaincu de fraude est immédiatement ajourné.

**Art. 27.** Les travaux écrits sont recueillis par le président, le secrétaire ou le secrétaire adjoint et mis immédiatement sous enveloppe en présence d'au moins trois membres.

**Art. 28.** Le président charge un nombre égal de membres de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre de corriger et de coter d'un commun accord les travaux écrits.

**Art. 29.** La partie orale des examens est publique. L'interrogation est faite en présence de deux membres au moins, dont l'un appartient à l'enseignement officiel et l'autre à l'enseignement libre.

La cotation se fait d'un commun accord.

**Art. 30. § 1<sup>er</sup>.** La partie pratique des examens se déroule à huis clos. Le président, le secrétaire, le secrétaire adjoint ou les membres délégués à cet effet par le président, assistent à l'ouverture et à la clôture des séances.

§ 2. Pendant la durée de la partie pratique, les candidats sont constamment surveillés par des membres désignés par le président.

§ 3. La cotation est faite d'un commun accord par un nombre égal de membres de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre.

#### Section 5. — Sanction des examens

**Art. 31. § 1<sup>er</sup>.** Le jury délibère à huis clos sur l'admission ou l'ajournement du candidat.

§ 2. Le résultat des délibérations est inscrit au procès-verbal et est proclamé immédiatement en séance publique.

§ 3. Aucune mention, grade ou titre professionnel n'est inscrit soit dans les procès-verbaux, soit sur les certificats et diplômes délivrés par le jury.

**Art. 32. § 1<sup>er</sup>.** Le jury délibère à l'issue des épreuves de chaque groupe.

§ 2. Les conditions minimales de réussite pour chaque groupe d'épreuves sont les suivantes :

a) pour le premier groupe : le candidat doit obtenir 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches et 40 % pour chacune d'entre elles;

b) pour le deuxième groupe visé aux articles 17 et 18 : le candidat doit obtenir 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches et 40 % pour chacune d'entre elles;

c) pour le deuxième groupe visé à l'article 18 : le candidat doit obtenir 50 % des points dans chacune des branches;

d) pour le troisième groupe visé aux articles 17 et 18 : le candidat doit obtenir 50 % des points dans chacune des branches.

§ 3. Lorsque l'examen sur une matière comporte une épreuve écrite et une épreuve orale, le pourcentage est calculé sur l'ensemble des deux épreuves.

§ 4. Est ipso facto ajourné, le candidat qui n'a pas satisfait à toutes les conditions précisées au § 2.

§ 5. Le candidat déclaré admis à l'issue d'un groupe d'épreuves reçoit une attestation de réussite partielle.

§ 6. La délivrance du certificat de l'enseignement secondaire inférieur est soumise à la réussite des deux groupes d'épreuves visées à l'article 18 ou des trois groupes d'épreuves attachées au même programme présenté et visées aux articles 17 et 18, à condition que les attestations de réussite partielle aient été obtenues dans un délai de cinq ans maximum.

§ 7. Le candidat ajourné peut obtenir des dépenses d'interrogation pour les branches dans lesquelles il a obtenu 60 % des points, lorsqu'il s'inscrit à nouveau pour le groupe d'épreuves concerné, sur base du même programme présenté.

Ces dépenses ne pourront être accordées qu'au candidat ayant participé à tous les examens relatifs au groupe d'épreuves considéré et qui a obtenu 50 % des points attribués à l'ensemble des branches.

Les dépenses, accordées après délibération du jury, seront acquises pour les quatre sessions suivantes.

**Art. 33.** Aucun duplicata des certificats et diplômes conférés par le jury n'est délivré. Un extrait du registre des délibérations, confirmant qu'un certificat ou un diplôme a été délivré, peut être obtenu sur production du récépissé de versement de 1 000 francs au compte de chèques postaux du comptable des recettes de l'Administration.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 34.** Les articles 14 et suivants de l'arrêté ministériel du 17 juin 1965 relatif à l'examen de fin d'études secondaires inférieures à subir devant le jury d'Etat de l'enseignement secondaire inférieur, tels qu'ils ont été modifiés, sont abrogés.

**Art. 35.** L'arrêté ministériel du 7 décembre 1987 fixant les modalités des examens à subir en langue française, l'organisation et le fonctionnement du jury d'Etat des enseignements secondaires inférieurs général, technique, artistique et professionnel (première section du jury d'Etat de l'enseignement secondaire) est abrogé à l'exception des articles 13, 14, 15, 17, 18 et 20 qui cessent leurs effets le 31 décembre 1989.

**Art. 36.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 septembre 1989, à l'exception des articles 14, 16, 17, 18, 32 et 33 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Bruxelles, le 14 septembre 1989.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,  
le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 69 — 2187

**14 SEPTEMBER 1989.** — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : lager, secundair, algemeen, technisch, kunst- en beroepsonderwijs)

Wij, Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 juni 1989 houdende inrichting van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 6 juli 1989 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, in het bijzonder op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de noodzaak onverwijld de maatregelen te treffen die vereist zijn voor de inrichting en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap,

Besluiten :

**HOOFDSTUK I. — Zetel van de examencommissie**

**Artikel 1.** De zetel van de eerste pelling van de examencommissie is gelegen in het arrondissement Brussel-Hoofdstad. Indien nodig kan de examencommissie examens inrichten buiten bedoeld arrondissement.

**Art. 2.** Bij de zetel van de examencommissie wordt een permanent secretariaat opgericht.

**HOOFDSTUK II. — Werking van de examencommissie**

**Art. 3. § 1.** De voorzitter zorgt voor het regelmatige verloop van de examens en zit de beraadslagingen voor.

§ 2. Indien de voorzitter afwezig of verhinderd is, wordt hij vervangen in eerste orde door één van de adjunct-voorzitters en in tweede orde door het oudste aanwezige lid.

**Art. 4.** Indien de secretaris van de examencommissie afwezig is, wordt hij vervangen door de adjunct-secretaris.

**Art. 5. § 1.** De examencommissie beraadslagt met gesloten deuren over de examenuitslagen van de kandidaten en over elke kwestie die door de voorzitter of door ten minste vijf leden wordt opgeworpen.

§ 2. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

**Art. 16. § 1.** Geen enkel lid van de examencommissie mag examen afnemen, of deelnemen aan de beraadslaging of bijdragen tot enige beslissing indien de kandidaat :

1<sup>o</sup> zijn echtgenoot is of een bloed- of aanverwant tot en met de vierde graad;

2<sup>o</sup> van bedoeld lid, in welke vorm ook les heeft gekregen.

§ 2. Indien de voorzitter zich bevindt in het bij § 1 bedoelde geval, wordt hij vervangen door het oudste aanwezige lid.

**Art. 7.** De notulen van de zittingen worden in een register ingeschreven. De notulen van elke zitting worden ondertekend door de voorzitter, de secretaris en de aanwezige leden. De notulenregisters gelden als aanwezigheidsregisters.

**HOOFDSTUK III. — Inrichting van de examens**

**Afdeling I. — Examenzittingen**

**Art. 8.** De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, bepaalt de datum van de jaarlijkse zittingen, evenals hun aantal, met een maximum van drie.

**Art. 9.** De eerste afdeling is belast met het uitreiken van :

1<sup>o</sup> het getuigschrift van lager secundair onderwijs (algemeen secundair onderwijs).

2<sup>o</sup> het getuigschrift van lager secundair onderwijs (secundair technisch onderwijs).

3<sup>o</sup> het getuigschrift van lager secundair onderwijs (secundair kunstonderwijs).

4<sup>o</sup> het getuigschrift van lager secundair onderwijs (secundair beroepsonderwijs).

**Art. 10.** Alle kandidaten zonder uitzondering worden tot de eindexamens van lager secundair onderwijs toegelaten.

*Afdeling 2. — Inschrijvingen*

**Art. 11.** Een voorafgaande oproep tot de kandidaten wordt ieder jaar in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Hierin worden de inschrijvingsperioden vermeld.

**Art. 12. § 1.** De inschrijvingen voor de examens worden op het secretariaat van de examencommissie in ontvangst genomen.

§ 2. De inschrijving per brief is ook toegelaten. Buiten de vermelde termijnen wordt geen enkele inschrijving aanvaard.

**Art. 13.** De inschrijvingsformulieren kunnen op gewone aanvraag worden verkregen op het secretariaat van de examencommissie of bij de algemene diensten van het secundair onderwijs.

**Art. 14.** De inschrijvingsrechten bedragen 300 frank. Ze zijn in geen geval terugbetaalbaar, noch overdraagbaar naar een latere zittijd. Ze moeten bij elke inschrijving worden betaald door storting op de postrekening van de Rekenplichtige der Ontvangsten van de Administratie.

**Art. 15.** Bij de inschrijving moeten de kandidaten de volgende documenten voorleggen :

- 1° het volledig ingevulde, ondertekende en gedagtekende inschrijvingsformulier;
- 2° het bewijs van storting van het inschrijvingsrecht;
- 3° de door de directie van de inrichting eensluitend verklaarde programma's, enkel voor de kandidaten die de examens bepaald bij artikel 9, 2°, 3° en 4° afleggen;
- 4° voor de examens bepaald in artikel 17, § 1, B en C : de eensluitend verklaarde wekelijkse lesrooster van het 3e jaar van de studieafdeling of -richting georganiseerd door de inrichting waarvan het programma overgelegd wordt (technisch of kunstonderwijs);
- 5° voor de examens bepaald in artikel 18, § 1, B en C : de eensluitend verklaarde lesrooster van het 4e jaar van de studieafdeling of -richting, georganiseerd door de inrichting waarvan het programma overgelegd wordt (beroepsonderwijs);
- 6° het bewijs van deelneming aan één van de examens bepaald bij de artikelen 16 tot 18.

*Afdeling 3. — Examenstof*

**Art. 16. § 1.** Voor de kandidaten die het getuigschrift vermeld in artikel 9, 1°, wensen te behalen, omvat het examen twee reeksen proeven :

A. Eerste reeks : vijf opgelegde vakken : Frans, wiskunde, natuurwetenschappen, geschiedenis en aardrijkskunde. Het gaat om schriftelijke proeven, met uitzondering van het mondeling gedeelte voor het Frans.

B. Tweede reeks : twee van de volgende keuzevakken : een tweede moderne taal (Nederlands, Engels, Duits), Latijn, Grieks, bedrijfseconomie en sociale opvoeding.

De verschillende taalexamens, over moderne of oude talen, bestaan uit een schriftelijk en een mondeling gedeelte.

§ 2. De kandidaat die een derde moderne taal kiest, moet een tweede moderne taal als eerste keuzevak opgeven.

§ 3. De kandidaat mag de twee examenreeksen tijdens één zittijd of twee zittijden afleggen.

**Art. 17. § 1.** Voor de kandidaten die het getuigschrift bepaald in artikel 9, 2° en 3°, wensen te behalen, omvat het examen drie reeksen proeven :

A. Eerste reeks : vier opgelegde vakken : Frans, wiskunde, geschiedenis en aardrijkskunde.

Het gaat om schriftelijke proeven, met uitzondering van het mondeling gedeelte voor het Frans.

B. Tweede reeks : proeven over de specifieke leerstof van het derde jaar van een studieafdeling of -richting van het lager secundair technisch of kunstonderwijs.

Hiervoor legt de kandidaat het programma voor van de door hem gekozen en voor de Gemeenschap erkende, gesubsidieerde of georganiseerde inrichting voor onderwijs met volledig leerplan.

C. Derde reeks : praktische proeven in verband met het voorgelegde programma.

§ 2. Op basis van het door de kandidaat voorgelegde programma van het derde jaar bepaalt de voorzitter de vakken die als specifiek worden beschouwd.

§ 3. De kandidaat kan examens afleggen over de drie reeksen proeven tijdens één zittijd of tijdens twee of drie zittijden.

**Art. 17.** Voor elk van de opgelegde vakken bepaald bij de artikelen 16, § 1, A, 17, § 1, A en 18, § 1, A, worden de kandidaten ondervraagd.

**Art. 18. § 1.** Voor de kandidaten die het getuigschrift bepaald in artikel 9, 4° wensen te behalen, omvat het examen drie reeksen proeven.

A. Eerste reeks : drie opgelegde vakken Frans, geschiedenis en aardrijkskunde.

Het gaat om schriftelijke proeven, met uitzondering van het mondeling gedeelte voor het Frans.

B. Tweede reeks : proeven over de specifieke leerstof van het vierde jaar van een studieafdeling of -richting van het lager secundair beroepsonderwijs.

Hiervoor legt de kandidaat het programma voor van de door hem gekozen en voor de Gemeenschap erkende, gesubsidieerde of georganiseerde inrichting voor onderwijs met volledig leerplan.

C. Derde reeks : praktische proeven in verband met het voorgelegde programma.

§ 2. Op basis van het door de kandidaat voorgelegde programma van het derde jaar bepaalt de voorzitter de vakken die als specifiek worden beschouwd.

§ 3. De kandidaat kan examens afleggen over de drie reeksen proeven tijdens één zittijd of tijdens twee of drie zittijden.

**Art. 19.** Voor elk van de opgelegde vakken bepaald bij de artikelen 16, § 1, A, 17, § 1, A en 18, § 1, A, worden de kandidaten ondervraagd over de leerstof van het programma gepubliceerd door de Administratie.

§ 2. Bedoeld programma geldt eveneens voor de leerstof van de keuzevakken vermeld in artikel 16, § 1, B.

*Afdeling 4. — Verloop van de examens*

**Art. 20. § 1.** De voorzitter opent en sluit de zittijden, stelt de orde van de werkzaamheden vast, roept de leden en de kandidaten op en treft alle maatregelen die nodig zijn voor het verloop van de proeven.

§ 2. De voorzitter mag er de secretaris mee belasten, de oproepingen in zijn naam te doen.

**Art. 21. § 1.** De volgorde van de examens is vastgelegd. Om te kunnen deelnemen aan de examens van de tweede reeks, moet de kandidaat geslaagd zijn voor de examens van de eerste reeks. Zo ook moet de kandidaat, om te kunnen deelnemen aan de examens van de derde reeks, geslaagd zijn voor de examens van de tweede reeks.

§ 2. Per dag wordt de kandidaat ondervraagd over ten hoogste vier vakken. De voorzitter bepaalt voor elk vak de duur van de ondervraging.

**Art. 22.** Het schriftelijk gedeelte van elk examen heeft plaats op hetzelfde tijdstip voor alle kandidaten ingeschreven voor bedoeld examen. Het heeft plaats met gesloten deuren.

De voorzitter, de secretaris of de adjunct-secretaris zijn aanwezig bij de opening en de sluiting van de zittingen voor het schriftelijk examengedeelte.

**Art. 23.** Voor het schriftelijk gedeelte gebruiken de kandidaten uitsluitend het door de examencommissie ter beschikking gestelde papier. Het schriftelijk werk mag geen enkele aanduiding bevatten waardoor de kandidaat zou kunnen geïdentificeerd worden.

**Art. 24.** Tijdens het schriftelijk examengedeelte staan de kandidaten voortdurend onder het toezicht van de leden die door de voorzitter aangeduid werden.

De kandidaten mogen op generlei wijze in communicatie treden met personen van buitenaf, noch met andere kandidaten.

**Art. 25.** De voorzitter bepaalt welke hulpmiddelen (woordenboeken, referentiewerken...) door de kandidaten mogen gebruikt worden. Andere geschriften of nota's mogen niet gebruikt worden.

**Art. 26.** De kandidaat die op fraude wordt betrapt, wordt onmiddellijk uitgesloten.

**Art. 27.** De schriftelijke werken worden door de voorzitter, de secretaris of de adjunct-secretaris ingezameld en onmiddellijk onder omslag verzegeld in het bijzijn van ten minste drie leden.

**Art. 28.** De voorzitter belast met gelijk aantal leden van het officieel onderwijs en van het vrij onderwijs met het verbeteren en het in gemeen overleg kwoteren van de schriftelijke werken.

**Art. 29.** Het mondeling gedeelte van het examen is openbaar. De ondervraging gebeurt in aanwezigheid van ten minste twee leden, waarvan de ene behoort tot het officieel onderwijs en de andere tot het vrij onderwijs. De kwotering gebeurt in gemeen overleg.

**Art. 30. § 1.** Het praktisch examengedeelte heeft plaats met gesloten deuren. De voorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris of de leden die hiervoor door de voorzitter werden aangeduid, zijn aanwezig bij de opening en de sluiting van de zittingen.

§ 2. Gedurende de duur van het praktisch examengedeelte staan de kandidaten voortdurend onder het toezicht van de leden die door de voorzitter hiervoor werden aangeduid.

§ 3. De kwotering gebeurt in gemeen overleg door een gelijk aantal leden van het officieel onderwijs en van het vrij onderwijs.

#### *Afdeling 5. — Bekrachtiging van de examens*

**Art. 31. § 1.** De examencommissie beraadslaagt met gesloten deuren over het slagen of verdagen van de kandidaat.

§ 2. De uitslagen van de beraadslaging worden in de notulen opgenomen en onmiddellijk in openbare zitting bekendgemaakt.

§ 3. In de notulen of op de getuigschriften en diploma's die door de examencommissie worden uitgereikt wordt geen enkele graad, beroepstitel of vermelding genoteerd.

**Art. 32. § 1.** De examencommissie beraadslaagt na elke examenreeks.

§ 2. De minimumvoorwaarden om te slagen voor elke examenreeks zijn de volgende :

a) voor de eerste examenreeks moet de kandidaat 50 % van het totaal aantal punten toegekend op het geheel der vakken en 40 % voor elk vak behalen;

b) voor de tweede examenreeks bedoeld in de artikelen 17 en 18 moet de kandidaat 50 % van het totaal aantal punten toegekend op het geheel der vakken en 40 % voor elk vak behalen;

c) voor de twee examenreeks bedoeld in artikel 16 moet de kandidaat 50 % van de punten in elk vak behalen;

d) voor de derde examenreeks bedoeld in de artikelen 17 en 18 moet de kandidaat 50 % van de punten in elk vak behalen.

§ 3. Wanneer het examen over een leerstof een schriftelijk en een mondeling gedeelte omvat, wordt het percentage berekend op het geheel van de twee proeven.

§ 4. Wordt ipso facto verdaagd, de kandidaat die niet alle voorwaarden bepaald in § 2 vervult.

§ 5. De kandidaat die geslaagd is voor een examenreeks, ontvangt een deelattest.

§ 6. Om het getuigschrift van lager secundair onderwijs te behalen, moet de kandidaat geslaagd zijn voor twee examenreeksen bepaald, bij artikel 16 of voor drie examenreeksen over hetzelfde voorgelegde programma zoals bedoeld in de artikelen 17 en 18, op voorwaarde dat de deelattesten binnen een periode van ten hoogste vijf jaar zijn behaald.

§ 7. De kandidaat die verdaagd werd, kan vrijstelling van ondervraging bekomen voor de vakken waarvoor hij 80 % van de punten heeft behaald, indien hij zich opnieuw inschrijft voor bedoelde examenreeks op basis van hetzelfde voorgelegde programma.

Vrijstellingen worden alleen toegekend aan de kandidaat die deelgenomen heeft aan alle examens van de bedoelde examenreeks en die 50 % van de punten toegekend op het geheel der vakken bekomen heeft. De vrijstellingen toegekend na beraadslaging van de examencommissie blijven gelden voor de vier volgende zittingen.

**Art. 33.** Van de getuigschriften en diploma's, uitgereikt door de examencommissie, worden geen duplicaten afgeleverd.

Een uittreksel uit het notulenboek ter bevestiging dat een getuigschrift of diploma werd uitgereikt, kan bekomen worden op voorlegging van het bewijs van de storting van 1 000 frank op de postrekening van de rekenplichtige van de ontvangsten van de Administratie.

#### *HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen*

**Art. 34.** Artikel 14 en de volgende artikelen van het ministerieel besluit van 17 juni 1965 betreffende het eindexamen van lager secundair onderwijs voor de examencommissie voor het lager secundair onderwijs, worden opgeheven.

**Art. 35.** Het ministerieel besluit van 7 december 1987 tot vaststelling van de wijze waarop de examens in de Franse taal worden afgenomen van de organisatie en de werking van examencommissie van de Staat voor het lager secundair algemeen vormend, technisch kunst- en beroepsonderwijs (eerste afdeling van de examencommissie van de Staat voor het secundair onderwijs) wordt opgeheven, met uitzondering van de artikelen 13, 14, 15, 17, 18 en 20 die op 31 december 1989 ophouden van kracht te zijn.

**Art. 36.** Dit besluit treedt in werking op 15 september 1989 met uitzondering van de artikelen 14, 16, 17, 18, 32 en 33 die op 1 januari 1990 van kracht worden.

Brussel, 14 september 1989.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Y. YLIEFF

F. 89 -- 2168

**14 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (deuxième section : enseignement secondaire supérieur général)**

Nous, Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, telles qu'elles ont été modifiées;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 1987 relatif à l'octroi du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, tel qu'il a été modifié;

Vu l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 juillet 1989 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu la nécessité de prendre sans délai les mesures nécessaires à l'organisation et au fonctionnement du jury de la Communauté française,

Arrêtons :

#### CHAPITRE Ier. — *Siège du jury*

**Article 1er.** Le siège de la deuxième section du jury est situé dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

**Art. 2.** Un secrétariat permanent est établi au siège du jury.

#### CHAPITRE II. — *Fonctionnement du jury*

**Art. 3. § 1er.** Le président veille à la régularité des examens et préside les délibérations.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du président, celui-ci est remplacé en premier ordre par un des présidents adjoints et en second ordre par le membre présent le plus âgé.

**Art. 4.** En cas d'absence du secrétaire du jury, celui-ci est remplacé par le secrétaire adjoint.

**Art. 5. § 1er.** Le jury délibère, à huis clos, sur les résultats des examens des candidats et sur toute question soulevée par le président ou par cinq membres au moins.

§ 2. Le jury ne délibère valablement que si la majorité des membres qui ont fait subir les examens est présente.

§ 3. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

**Art. 6. § 1er.** Aucun membre du jury ne peut faire subir l'examen, ni prendre part à la délibération, ni contribuer à quelque décision, lorsque le candidat :

1° est son conjoint, un parent ou un allié jusque et y compris le quatrième degré;

2° a reçu de ce membre un enseignement sous quelque forme que ce soit.

§ 2. Si le président se trouve dans le cas visé au § 1er, il est remplacé par le membre présent le plus âgé.

**Art. 7.** Les procès-verbaux des séances sont consignés dans un registre. Le procès-verbal de chaque séance est signé par le président, le secrétaire et les membres présents. Les registres des procès-verbaux tiennent lieu de registres des présences.

#### CHAPITRE III. — *Organisation des examens*

##### *Section 1. — Sessions d'examens*

**Art. 8.** Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions fixe les dates des sessions annuelles ainsi que leur nombre, avec un maximum de trois.

**Art. 9.** Chaque session comporte trois séries d'examens :

1° la série A pour la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur;

2° la série B pour la délivrance du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

3° la série C pour la délivrance du diplôme d'admission à l'examen de candidat ingénieur civil.